KRIMM (Konrad) (dir.), NS Kulturpolitik und Gesellschaft am Oberrhein

Thorbecke Jan Verlag, 2013, 386 p.

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2266>

DOI : 10.4000/alsace.2266

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 502-507

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « KRIMM (Konrad) (dir.), NS Kulturpolitik und Gesellschaft am Oberrhein », *Revue d'Alsace* [En ligne], 141 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 16 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2266> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2266>

Seconde Guerre mondiale en Alsace

KRIMM (Konrad) (dir.), *NS Kulturpolitik und Gesellschaft am Oberrhein*, Thorbecke Jan Verlag, 2013, 386 p.

Ce fort volume de 386 pages reproduit les contributions (fort développées) d'un colloque de l'*Arbeitsgemeinschaft für Geschichtliche Landeskunde am Oberrhein* de 2006, avec pour thème *NS-Kulturpolitik am Oberrhein*. Konrad Krimm rappelle dans son introduction que dès juin 1940, l'Allemagne nazie avait décidé l'annexion de l'Alsace dans un *Gau Baden-Elsass* englobant tout le « Rhin supérieur » tel qu'il avait été décrit par le géographe fribourgeois Friedrich Metz. Le *Gau* déplace sa capitale « politique » à Strasbourg et certains ministères s'y installent, dont le « *Kultusministerium* » (éducation et culture). Une politique culturelle unique est proclamée et prise en charge par les responsables allemands et badois. L'Alsace occupée reste un terrain particulier. Tout comme les contributions, les sources reflètent la fragmentation des historiographies, traitant les unes du Bade, les autres de l'Alsace. Seules quelques grandes institutions développent des politiques communes, mais elles restent peu opératoires et apparaissent comme autant de « chimères » malfaisantes.

Un certain nombre de contributions retiennent l'attention. Celles de Markus Enzenauer sur le Parti Nazi en Alsace, de Wolfram Hauer sur la politique scolaire primaire, de Pia Nordblom sur Rossé et les éditions l'Alsatia pendant la guerre. Nous évoquerons les autres contributions en cours de recension. Tout à fait remarquable, la grande étude que Pia Nordblom consacre à Rossé et aux éditions l'Alsatia, sur la base d'une recherche approfondie sur des sources de première main (p. 291-341). Elle veut apporter un éclairage sur la personnalité et l'œuvre du chef de l'UPR haut-rhinoise et contribuer à la « *Vergangenheitsbewältigung* » des années national-socialistes en France et en Alsace. Tâche difficile en ce qui concerne cet homme. « Personnalité controversée » : cette opinion de René Epp, historien de l'Église catholique alsacienne pendant la Deuxième Guerre mondiale, témoigne de la difficulté. La politique et l'administration française, revenue en 1944 et 1945 en Alsace, se trouvait déjà devant ce problème : quel effet aurait la condamnation de Rossé, ce « mauvais berger », sur ses dizaines de milliers d'électeurs haut-rhinois, de milliers d'adhérents et de lecteurs, de centaines d'élus, de curés et de desservants catholiques qui avaient soutenu l'homme et ses entreprises ? Rappelons que le jugement de son procès de 1947 a répondu « non » au premier des chefs de l'accusation portée contre lui, « d'avoir, sur le territoire français, antérieurement au 1^{er} septembre 1939 et depuis un temps non prescrit, pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec des puissances étrangères ou avec leurs agents pour leur procurer des moyens de commettre des hostilités ou d'entreprendre la guerre contre la France »,

et l'a condamné pour son action de la période ultérieure. Or souligne Pia Nordblom, Rossé a été deux fois arrêté par la police française, en 1928 et en 1939. Libéré par les Nazis en juillet 1940, cet homme politique fort lucide, a jugé avoir été placé par ces circonstances dans la situation d'être un « *Verbindungsmann zwischen uns und den gegenwärtigen Herren* » : il avait donc choisi la collaboration. Il a été l'un des premiers membres du parti national-socialiste. Pia Nordblom résume : Rossé a surestimé l'influence que lui donnait sa position au bénéfice d'une politique religieuse plus respectueuse du particularisme alsacien et d'une situation plus autonome de l'Alsace dans l'occupation nazie de l'Alsace, parce qu'il croyait que la France avait renoncé à l'Alsace. Quand ceci s'avéra faux... et que la défaite allemande parut de plus en plus probable, il intensifia son activité résistante. En particulier en liaison avec des hommes et des groupes de la Résistance allemande. Mais Pia Nordblom relève à juste titre que l'activité de ce « cercle de Colmar », invoquée par les épurés de 1945-47, devrait faire l'objet d'une recherche plus approfondie. C'est l'étude sur l'*Alsatia* pendant la guerre qui constitue l'apport le plus neuf de Nordblom. Ramené aux commandes de l'entreprise *Alsatia* en 1940, Rossé en fait une entreprise florissante et il est devenu un homme très riche. Le chiffre d'affaires de la société passe de 1,13 Millions (équivalents RM) à 10,12 Millions de RM. Elle passe de 355 (moyenne avant 1940) à 611 salariés en 1944. L'*Alsatia* s'était vu imposer la rétrocession de ses journaux, *Elsässer Kurier* et *Mülhauser Volksblatt*, à l'administration et à la presse nazie, mais elle continuait de les imprimer. Ses onze imprimeries travaillaient pour la *Caritas* de Fribourg, mais aussi pour le commandement allemand et l'édition aux armées, et pour les publications officielles de l'administration allemande. Enfin, sa section « achat et vente de matériel scolaire » a obtenu l'exclusivité pour les écoles alsaciennes. Son passé de « *Heimatkämpfer* » lui a donc assuré de lucratifs marchés. Reste son activité d'éditeur. *Alsatia* publie des ouvrages de littérature populaire pour la diffusion aux armées, mais principalement des ouvrages religieux, dont les ouvrages d'auteurs de « l'émigration intérieure » allemande, comme Reinhold Schneider. Pia Nordblom remarque que le procès fait à Rossé a été celui de l'homme politique plus que celui du collaborateur économique. Éclairante la comparaison que fait Nordblom entre Rossé et Schuman. Dans sa déposition lors des préliminaires du procès Rossé, en 1946, Schuman est appelé à donner son opinion sur Rossé, qu'assigné à résidence forcée en Palatinat, il a rencontré en 1941 : « Je ne peux m'expliquer le revirement de Rossé le lendemain de l'armistice que d'une part en raison de l'amertume qu'il a dû ressentir à la suite des poursuites du gouvernement français en 1939 et d'autre part par des considérations d'opportunité alsacienne ». Et il ajoute : « Rossé m'a fait connaître alors qu'il estimait avoir agi au mieux des intérêts spirituels et matériels des populations d'Alsace. Je n'ai pas l'impression que Rossé ait cherché à me

gagner à ses vues opportunistes. Il connaissait du reste suffisamment mon sentiment pour savoir que c'était parfaitement inutile ».

Dans sa contribution « *Deutsches Elsass Kehre Heim* » (p. 15-81), Mark Enzenauer procède à une nouvelle étude sur l'implantation et l'organisation du parti en Alsace entre 1940 et 1944. Ce faisant il entend réexaminer l'opinion selon laquelle le nazisme alsacien n'a été qu'un phénomène marginal. S'appuyant sur des ouvrages déjà connus (Kettenacker) et des sources accessibles (AN Paris, ABR, Karlsruhe, *Berlin Documentation Center*), il procède à une étude serrée des chiffres des adhérents des organisations du parti national-socialiste : 25 000 adhérents en 1944 pour un parti lancé le 22 mars 1941, établissant, à partir de sa planification par la direction du *Gau*, une chronologie de l'implantation, une analyse des différentes organisations, *Opferring*, *SA*, *Nskk*, *NSFK*, *NS Frauenschaft*, un profil type de l'adhérent (comme en Allemagne, une majorité issue de la classe moyenne, petits employés et paysans). Sur la base des adhésions d'avril 1943 à novembre 1944, il dessine une carte de l'implantation où Strasbourg et le Bas-Rhin détiennent la part du lion, loin devant le Haut-Rhin. Le *Gauleiter* se vantait d'avoir encadré 650 000 Alsaciennes et Alsaciens, soit la majorité de la population adulte. Certes il inclut les 230 000 adhérents du syndicat obligatoire (DAF). Reprenant une étude des cadres de l'organisation, les « *Politische leiter* » (74 000), Enzenauer estime que l'on ne peut s'en tenir à l'opinion de Bopp (dont le journal est présenté dans le volume par M-C. Vitoux, p. 367-377), unanimement partagée en 1945 : « un grand mot, qu'on paraît avoir mal interprété, en réalité ils n'avaient aucune influence politique ». C'est sur eux ou elles, car il faut y inclure les 13 000 *Führerinnen* du *NS Frauenschaft*, que repose l'activité incessante du parti, qui ne pouvait manquer d'avoir des effets sur la masse. Même si, dès septembre 1944, le *Kreisleiter* de Molsheim, confronté déjà, il est vrai, à l'activité des réfractaires dans les forêts de la haute vallée de la Bruche, signalait que les Alsaciens faisaient du « Vg » de *Volksgenosse* (*Opferring*) le diminutif de *vorsichtig gewesen*, et de « Pg », *Parteigenosse*, celui de *Pech gehabt*. Mais, soutient Enzenauer, si les organisations nazies en Alsace sont composées en grande partie de femmes et d'hommes qui n'ont pas adhéré de leur plein gré, il n'en reste pas moins qu'ils/elles ont participé à l'activité et diffusé les doctrines du régime et que cela n'a pu manquer d'avoir un effet sur eux et sur la population globale. L'ère des épurations est passée, laissant la place à celle des études d'historiens. Celle d'Enzenauer, issu de l'historiographie allemande du totalitarisme nazi (et stalinien) est la bienvenue. Mais en Alsace, la coupure de 1940-1945 a été si profonde qu'on doute qu'on parvienne un jour à l'objectivité parfaite sur cette question. Et au fond est-ce possible ou même souhaitable ?

La contribution du professeur à la *Pädagogische Hochschule* de Karlsruhe Wolfgang Hauer, « *Elsass als Erziehungsproblem, zum Umgestaltung*

des Schulwesens und der Lehrerbildung jenseits des Rheins nach badischen Vorbild », occupe un bon quart de l'ouvrage (p. 161-261). C'est une étude fort précieuse sur la politique allemande (ou badoise) pour l'enseignement primaire en Alsace annexée, les hommes chargés de la formuler et de la mettre en œuvre (Gärtner, Hohlfeld), les structures et les programmes. Les opérations de reconversion (*Umschulung*) des instituteurs alsaciens en poste ou nouveaux recrutés sont longuement et utilement analysées. La *Lehrerbildungsanstalt* de Strasbourg n'a jamais été à Strasbourg, mais à Bad Rippoldsau, et la *Lehrerinnenbildungsanstalt Schlettstadt* à Heidelberg. Et l'école de Strasbourg s'est finalement appelée *Lehrerbildungsanstalt Strassburg in Bad Rippoldsau*. On se demande si Hauer n'a pas été trop guidé par ses sources provenant quasi exclusivement des archives de l'administration scolaire allemande de Karlsruhe. Il expédie en un paragraphe la rentrée scolaire de 1940, avec la fermeture des écoles maternelles, l'exclusion des sœurs congréganistes (ce ne sont pas toutes des Sœurs de Ribeauvillé), l'introduction de l'école laïque (mais non pas de la neutralité politique) et mixte. La caractéristique de la politique nazie est d'être expéditive et visiblement on a dû, à Karlsruhe, décider vite. Mais cela ne méritait-il pas un examen plus approfondi des exposés des motifs « pédagogiques » et non pas simplement politiques ? Où sont nommés les instituteurs et institutrices alsaciens après leurs formations dans les Ecoles Normales allemandes ? L'histoire de l'éducation n'inclut-elle pas un examen des effets de cette éducation sur les personnels, les parents, les enfants et les jeunes ? On sait pourtant bien que l'école constitue un point sensible pour les parents d'élèves, *a fortiori* en régime totalitaire. Mais telle qu'elle figure dans cet ouvrage, Hauer nous donne une recherche, avec de larges citations de sources, fort utile.

Le volume comprend également trois études sur l'urbanisme des deux grandes villes du *Gau*, « Karlsruhe – une capitale en sursis », et Strasbourg, avec l'étude du concours de 1942 et un inventaire des plans et maquettes du concours « *Neue Strassburg* » (p. 81-130). Il comporte un DVD joint qui reproduit tous ces plans. Les contributions de Hausmann et de Pinwinkler (p. 131-161) relèvent du champ déjà bien labouré de l'histoire universitaire du Troisième Reich, comme en témoignent leurs longues notes bibliographiques. L'étude de Pinwinkler apporte d'intéressants éclairages sur l'exclusion d'un Institut d'histoire de l'Alsace de l'organigramme de la *Reichsuniversität*. À l'origine, l'Institut des Alsaciens-Lorrains dans le Reich de Francfort, sous la direction de Paul Wentzke, aurait dû déménager à Strasbourg. On ne trouva pas de locaux pour lui et il resta à Francfort/Main. Il est évident qu'il s'est agi d'une exclusive politique : le *Gauleiter* Wagner ne souhaitait pas promouvoir le régionalisme des Alsaciens alors que le rôle de l'Université était de promouvoir la « grande région » de l'*Oberrhein*. Voilà qui était rapporté aussi dans Wolfgang Freund, « Das Wissenschaftliche Institut der Elsass-Lothringer im

Reich », in U. Pfeil, *Deutschfranzösische Kultur und Wissenschaftliche Beziehungen*. 2007. On sait qu'il en fut de même avec la suppression de la Fédération des Sociétés d'histoire d'Alsace, remplacée par une *Verband der Oberrheinische Geschichts- und Altertumsvereine* (*Revue d'Alsace*, n° 135, 2009). À l'exception de ceux de Lefftz et de Linckenheld, professeurs honoraires, il n'y eut pas de cours sur l'histoire de l'Alsace. L'Institut d'histoire médiévale et moderne est rattaché au *Historisch-Germanistisches Grossseminar*, avec les professeurs Anrich, Franz et Heimpel. Pinwinkler nous donne un exemple de la « science historique rénovée » par la théorie raciale, enseignée par ces professeurs. Gunther Franz, qui est aussi officier SS, publie en 1943 l'article « *Geschichte und Rasse* » dans un *Mélanges* dirigé par Th. Schieder et K. von Raumer (*Stufen und Wandlungen der deutschen Einheit*, Stuttgart-Berlin 1943). D'après Franz, le conflit séculaire entre protestants et catholiques en Alsace est en fait un conflit racial. Les protestants ont conservé et renforcé leurs composantes germaniques et nordiques, mais le célibat des prêtres a provoqué une sélection raciale négative de grande ampleur, avec des conséquences drastiques pour la composante germanique. À cela s'ajoute le rôle des Jésuites, cette troupe de choc de la contre-réforme papiste, pénétrés par l'influence juive. Heimpel est plus modéré, mais insiste sur l'inimitié éternelle entre la France et l'Allemagne. Il a fait une très brillante carrière après la guerre, comme l'a montré Pierre Racine dans la biographie qu'il lui a consacré (P. Racine, « Hermann Heimpel à Strasbourg », W. Schultze/O.G. Oexle, *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Francfort, 1999).

La contribution de Bernadette Schnitzler (p. 261-291) éclaire un aspect de la politique historiographique en Alsace et de l'exposition de 1942 sur les mille ans de lutte sur le Rhin. Vingt-deux illustrations accompagnent son texte. La partie consacrée à la définition du programme de l'année de la formation historique 1942 reproduit les couvertures de quatre ouvrages publiés à cette occasion : trois d'entre eux, destinés à la jeunesse, le sont par les éditions Alsatia de Rossé.

Enfin, Peter Steinbach nous donne un essai sur la signification du message du poète Reinhold Schneider et de « l'émigration intérieure » (p. 343-367). Etabli à Fribourg, proche de la résistance prussienne, conservatrice, du cercle de Kreisau (Moltke, Yorck von Wartenburg), collaborateur des *Weisse Blätter*, organe de la résistance conservatrice allemande. Pendant la guerre, seuls ses poèmes sont autorisés. Une bonne partie d'entre eux sont publiés par les éditions Alsatia à Colmar. Rossé figure parmi ses amis, et il peut être un lien entre ce dernier et le groupe conservateur du 20 juillet 1944. Schneider a joué un rôle dans l'immédiat après-guerre pour faire connaître et réhabiliter la légitimité de la résistance allemande, que l'opinion publique de la RFA s'obstinait à considérer comme des traîtres. « Vos poèmes ont été une grande consolation pour moi »,

lui écrit la femme d'un des condamnés à mort du complot. L'importance de cette résistance éligiaque a fait assez tôt l'objet de controverses en Allemagne dont la contribution se fait l'écho.

François Igersheim

DANNER (Mathieu), *Scherwiller dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Francis Danner, 2014, 385 p.

L'encre de son ouvrage évoquant Scherwiller pendant la première guerre mondiale n'était pas encore sèche que Mathieu Danner récidive, quelques mois plus tard, en publiant son ancien mémoire de maîtrise très largement enrichi, dans le cadre de la commémoration du soixante-dixième anniversaire de la Libération. L'ouvrage, préfacé par Jean-Noël Grandhomme, présente les mêmes qualités que le précédent : un dépouillement exceptionnel des archives locales, une présentation critique des témoignages oraux, une iconographie riche et variée, rendus possible par les nombreuses semaines utilisées à bon escient par l'auteur quand il a classé les archives municipales.

Relevons surtout le champ étendu des domaines abordés : chronologie précise, vie économique, restriction, marché noir, vie religieuse malgré tout avec une première messe bien relatée, incorporation de force avec des listes fort précieuses. Aucun détail, fût-il minime, n'est omis. On lira, entre autres, avec délectation, les pages consacrées à la disparition du portrait du Führer, dans le contexte brutal que l'on imagine. Nous ne pouvons que souscrire à l'avis du préfacier estimant qu'une telle monographie « permet à la connaissance historique de progresser ».

Claude Muller

RIEDWEG (Eugène), *La Libération de l'Alsace, Septembre 1944-Mars 1945*, Tallandier, 2014, 380 p.

Pour le soixante-dixième anniversaire, les éditions Tallandier ont confié l'ouvrage sur la Libération de l'Alsace à un spécialiste, c'est heureux. Son récit d'ensemble est réparti en huit chapitres, deux consacrés aux opérations de la 7^e Armée US face au groupe d'armées allemandes G, les suivants aux batailles de novembre, de décembre, à la réaction allemande de décembre-janvier 1944-1945, enfin à la victoire.

Par rapport à ses prédécesseurs, ou devrait-on dire « son prédécesseur », F. L'Huillier, auteur d'une *Libération de l'Alsace* parue en 1975, Riedweg revendique son originalité dès les premières pages. Il veut analyser les opérations militaires au vu des sources allemandes. Et surtout, il souhaite réévaluer... « le rôle déterminant joué par les Américains en février 1945... occulté près de soixante-dix ans par les récits des libérations par la 1^{ère} armée et la 2^e DB ». De ce fait, l'auteur a dépouillé les sources allemandes des